

## « Des projets vertueux conforteront le virage vert du président », François Rieussec (Unam)



A l'Union nationale des aménageurs, la réélection d'Emmanuel Macron sonne le départ d'une nouvelle campagne : « L'écologie ne doit pas être déclarative ni punitive, mais efficace », insiste le communiqué publié par l'organisation le 26 avril. Les modalités de la lutte contre l'artificialisation des sols se trouvent au cœur de ses préoccupations. François Rieussec, président de l'Union nationale des aménageurs (Unam), répond à nos questions.

### Etes-vous en phase avec le virage vert d'Emmanuel Macron ?

Oui. Nous n'avons pas changé de discours : il existe des solutions pour tenir les objectifs climatiques et répondre aux besoins de logements. Les modalités arithmétiques qui président à l'accès au sol créent les conditions d'une crise de production, comme nous l'avons démontré dans l'étude publiée le mois dernier : 10 000 communes se trouvent dans une impasse.

### La réponse ne se trouve pas dans la densification et la reconstruction de la ville sur elle-même ?

Certes, on peut construire plus haut et densifier. L' Unam possède une longue expérience des friches militaires, hospitalières et industrielles. Mais ces réserves foncières n'existent pas partout. Elles manquent notamment autour de Toulouse , Montpellier, Nice.

Notre étude a montré que 45 % des logements se construisent déjà dans les enveloppes urbaines existantes. Diviser la consommation foncière par deux revient à porter cette proportion à 70 %. Autrement dit, à interdire la maison individuelle,



malgré sa meilleure capacité de résilience climatique qui découle des haies, des jardins et des ombres.

### **La territorialisation de l'objectif, actée dans la loi, n'apporte-t-elle pas les souplesses nécessaires ?**

Ces dispositions n'ont pas empêché une application violente. De nombreux élus locaux doivent remettre en chantier les récents documents d'urbanisme qu'ils ont démocratiquement approuvés. Ces remises en cause se produisent alors même que les données les plus récentes montrent que l'artificialisation a déjà beaucoup diminué : on ne parle plus que de 22 000 hectares par an, et non de 50 000.

Faut-il s'exposer à une crise majeure pour protéger 1,2 % du territoire national dans les 30 prochaines années ? Je crois au contraire nécessaire de résoudre le problème sous un angle positif, dans des projets à faible empreinte carbone et énergétique.

Tout un panel de solutions industrielles se présentent ; elles n'existaient pas il y a 20 ans et se conforment totalement à la feuille de route présidentielle. Plutôt que de subir les injonctions des préfets, nous demandons de participer en amont à l'élaboration des solutions techniques.